

Numéro	Objet	Date	Nom
062/2023	Ouverture de l'enquête publique portant déclassement du parking du lotissement « Les Craux Sud »	27/06/2023	3.5. Actes de gestion du domaine public

ID : 013-211300363-20230627-23\_CM\_062-DE

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

-----

## Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**  
 Présents : **22**  
 Procurations : **4**  
 Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

**OBJET : Ouverture de l'enquête publique portant déclassement du parking du lotissement « Les Craux Sud »**

**Étaient présents les Conseillers Municipaux** : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludivine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

**Absents excusés et représentés** : MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

**Résultat du vote :**

Pour : **26**  
 Contre : **0**  
 Abstentions : **0**

**Absents excusés** : OWEDYK Corinne.

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2141-2 et L. 3112-4 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2241-1 et suivants ;

**Vu** l'article L 141-3 du Code de la voirie routière ;

**Vu** l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques ;

**Considérant** qu'un parking visiteur a été réalisé dans le cadre de l'aménagement du lotissement « Les Craux Sud » ;

**Considérant** que pour permettre la réalisation du projet de construction de 16 logements sociaux sur le lot 63, il s'avère nécessaire de céder le parking visiteurs ( y compris la niche de conteneurs à OM : ordures ménagères), cadastré (BX217, BX221, BV415, BV416 et BV417), attenant à ce lot et de le compenser, sur le terrain situé en face, côté ouest cadastré BX144 (en partie), la niche à OM sera reconstruite sur la parcelle cadastrée BX219, voir plan suivant :



**Considérant** que la cession de ce parking (et la niche à OM) d'une surface d'environ 625 m<sup>2</sup> nécessite de procéder préalablement à son déclassement du domaine public dévolu aujourd'hui au stationnement public ;

**Considérant** que pour permettre la cession par la Ville de cette emprise, il convient au préalable, conformément à l'article L 141-3 du Code de la voirie routière, de procéder à son déclassement du domaine public communal. Il sera pour cela nécessaire de réaliser préalablement une enquête publique, étant considéré que les conditions de circulation et de desserte sont impactées.

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

**Procéder** à la réalisation d'une enquête publique de déclassement du domaine public communal de ce parking (y compris la niche à OM) comme indiqué ci-dessus ;

**Autoriser** Monsieur le Maire ou son 1<sup>er</sup> Adjoint à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette procédure.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.*



Michel GAVANON

*M. G. Arnaud*  
Maire d'Eyragues

*Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :*

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*